

50527-192/3

509

(1938-39)

Relations commerciales avec l'Allemagne.- Organisation
des gares frontières franco-allemandes.

Dépêche du MTP à la S.N.C.F.	17. 5.38
Lettre SNCF au MTP	15. 7.38
Dépêche du MTP à la SNCF	9. 2.39
Lettre de l'Ambassade d'Allemagne au Min. des Affaires Etrangères	7. 4.39
Lettre du M. des Affaires Etrangères au MTP	14. 4.39
Lettre de la S.NCF aux min. des T.P., P.T.T. et Intérieur	24. 6.39

Relations commerciales avec l'Allemagne.- Organisation des gares frontières
franco-allemandes.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

M. 13.811/9

24 juin 1939

D. 9130/3

COPIE

Monsieur le Ministre,

Par lettres des 9 février et 8 mai 1939 relatives aux accords ferroviaires qui doivent intervenir pour l'échange du trafic à la frontière Franco-Allemande, vous avez bien voulu demander que la S.N.C.F. se rapproche du Ministère de l'Intérieur et de l'Administration des P.T.T., pour régler d'un commun accord les questions qui pourraient être soulevées par l'établissement de la nouvelle convention ferroviaire.

J'ai l'honneur de vous informer que les projets de convention qui sont en cours d'établissement et vont être discutés avec les représentants allemands à la fin de ce mois, ne mettent en cause ni les services des P.T.T., ni les services de la Sûreté.

En ce qui concerne les P.T.T., il ne semble pas que le nouveau régime puisse influencer sur l'organisation existante de transport du courrier ; néanmoins, après accord avec la Reichsbahn, nous indiquerons à l'Administration des P.T.T. les conditions dans lesquelles le service des trains sera assuré sur les sections frontières.

D'autre part, les services de la Sûreté ne sont intéressés que par les conditions d'admission des cheminots allemands en territoire français ; ces conditions devront être pratiquement aussi souples que possible, mais il ne paraît pas indiqué de les préciser dans une convention ferroviaire ; nous nous bornons, par lettre dont copie jointe, à signaler la question de M. le Ministre de l'Intérieur.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
(Direction Générale des Chemins de fer et des Transports)
244, Boulevard Saint-Germain, PARIS

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

M. 13.811/9

COPIE

22 juin 1939

D. 9130/3

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 9 février 1939 concernant le régime des gares frontières franco-allemandes, M. le Ministre des Travaux Publics nous a demandé de nous entendre avec vos Services pour la rédaction des clauses concernant l'entrée et le séjour en France des agents allemands des chemins de fer et des P.T.T. dans la convention ferroviaire qui doit intervenir pour régler le service des trains entre les gares des deux réseaux.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il n'entre pas dans nos intentions d'insérer dans une convention ferroviaire des clauses ayant trait aux conditions d'admission des fonctionnaires allemands en territoire Français ; le projet qui sera prochainement discuté avec les représentants de la Reichsbahn sera muet à cet égard.

Nous tenons néanmoins à vous signaler cette question, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, puisque dans le système existant, la Reichsbahn assure déjà le service des trains en territoire Français sur certaines sections frontières autres que les sections de la frontière Rhénane.

Au cas où vous désireriez concrétiser sous une forme quelconque le régime à appliquer aux fonctionnaires allemands, nous vous demanderions de bien vouloir nous saisir de vos intentions, et nous nous permettons de vous signaler dès maintenant la nécessité d'adopter un régime aussi souple que possible, et compatible avec les nécessités de l'exploitation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND/

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Place Beauveau
PARIS (8^e)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

M.13.811/9

D.9130/3

COPIE

24 juin 1939

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 8 mai 1939, dont ci-joint copie, M. le Ministre des Travaux Publics a demandé que la S.N.C.F. se concerte avec votre Administration pour négocier l'arrangement relatif au nouveau régime des gares frontières franco-allemandes.

J'ai l'honneur de vous informer que les négociations entre la S.N.C.F. et la Reichsbahn vont s'ouvrir prochainement ; mais comme l'application du nouveau régime ferroviaire n'intéresse que les modalités d'échange du trafic, sans toucher aux conditions d'acheminement, il ne semble pas nécessaire de lier l'examen des problèmes ferroviaires et postaux.

Toutefois, comme je l'indique dans la lettre à M. le Ministre des Travaux Publics, dont copie ci-jointe, mes services préciseront aux vôtres les conditions dans lesquelles le service des trains sera assuré sur les sections-frontières.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones,
Direction de l'Exploitation Postale - 4ème Bureau
10, avenue de Ségur - PARIS

Paris, le 8 mai 1939 509

-118-
Ministère
des Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

1er Bureau

COPIE

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer.

Comme suite à la correspondance échangée au sujet du régime des gares frontières franco-allemandes, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, par une lettre en date du 14 avril 1939, dont vous trouverez ci-joint copie, le Ministre des Affaires Etrangères m'a avisé que le Gouvernement allemand accepte de proroger l'Accord du 13 avril 1925 relatif aux gares frontières pour une période de 6 mois soit du 12 avril au 12 octobre 1939.

Le Gouvernement français a donné son accord et le Département des Affaires Etrangères a demandé à l'Administration des P.T.T. et à la S.N.C.F. de s'entendre avec les Administrations allemandes correspondantes pour négocier l'arrangement administratif prévu dans sa note du 27 février 1939.

Je vous prie en conséquence de prendre toutes dispositions à cet effet et, notamment, de vous concerter avec l'Administration des P.T.T. afin de fixer le lieu et la date que vous auriez l'intention de proposer à l'Administration allemande en vue de cette négociation.

Vous voudrez bien me tenir au courant de la suite qui aura été donnée à cette affaire.

Le Ministre
des Travaux Publics
A.de MONZIE.

PARIS, le 14 avril 1939

MINISTERE DES
AFFAIRES ETRANGERES

Sous-Direction des
Affaires Administra-
tives et des Unions
Internationales.

COPIE

Dossier Z 2
Allemagne

Le Ministre des Affaires Etrangères

à Monsieur le Ministre des Travaux Publics
(Direction Générale des Chemins de fer - 1er bureau)

En me référant à ma communication du 27 février dernier, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, la copie de la note par laquelle l'Ambassade d'Allemagne, répondant à une note de mon Département, fait savoir que son Gouvernement est d'accord pour proroger l'Accord du 13 avril 1925 relatif aux gares frontières pour une période de 6 mois, soit du 12 avril au 12 octobre 1939.

J'ai répondu, à la date du 12 avril, en donnant l'acceptation du Gouvernement français à cette prorogation.

D'autre part, j'ai fait savoir à l'Ambassade qu'en suite de l'accord ainsi conclu par cet échange de notes entre les deux Gouvernements, je demandais à l'Administration des P.T.T. et à la S.N.C.F. de s'entendre avec les administrations allemandes correspondantes pour négocier l'arrangement administratif prévu par ma note du 27 février.

Je vous serais obligé de vouloir bien prier la S.N.C.F. de prendre toutes dispositions à cet effet, et notamment de se concerter avec l'Administration des P.T.T. en vue de fixer le lieu et la date qu'elle aurait l'intention de proposer à l'Administration allemande en vue de cette négociation.

Pour le Ministre et par autorisation:
Le Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur,
signé:

A.1288
Traduction

COPIE

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître à votre Excellence, en réponse à la note du Ministère des Affaires Etrangères en date du 27 février 1939 - dossier Z 2 Allemagne -, que mon Gouvernement est d'accord de proroger à partir du 12 avril 1939 provisoirement pour une durée de 6 mois jusqu'au 12 octobre 1939 l'Accord du 13 avril 1925 relatif aux gares frontières, expirant le 13 avril 1939 à la suite de la dénonciation par le Reich, y compris les accords individuels en corrélation avec cette convention, qui ont été conclus entre les Administrations locales réciproques des Chemins de fer au sujet des gares:

de BREISACH des 20/25 octobre 1932
WINTERSDORF des 6/20 avril 1936 et
NEUENBURG des 1er/9 mars 1937,

cette prorogation intervenant dans le but d'éviter un régime non conventionnel pendant la durée des négociations envisagées entre les Administrations réciproques des Chemins de fer au sujet de l'installation et de l'exploitation des deux côtés de la frontière franco-allemande.

Je serais obligé à votre Excellence de vouloir bien me confirmer l'accord du Gouvernement français concernant cette convention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Signé: BRAUER
Chargé d'Affaires d'Allemagne

Son Excellence Monsieur Georges BONNET
Ministre des Affaires Etrangères à PARIS.

Ministère
des Travaux Publics

Paris, le 9 février 1939

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports.

COPIE

1er Bureau

Le Ministre

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

Comme suite à la correspondance échangée au sujet du régime des gares frontières franco-allemandes, j'ai l'honneur, en vous transmettant copie de la dernière lettre que M. le Ministre de l'Intérieur m'a envoyée le 26 janvier, de vous prier de m'adresser d'urgence les projets d'installation de gare frontière qui vous ont déjà été demandés et qui, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, seraient établis.

D'autre part, je vous demande de vous entendre avec le Ministre de l'Intérieur pour la rédaction des clauses concernant l'entrée et le séjour en France des agents allemands des chemins de fer et des P.T.T. dans la Convention ferroviaire qu'elle sera amenée à passer avec les Réseaux allemands pour régler le service des trains entre les gares frontières des deux Réseaux.

Je vous prie de me faire connaître, dans le moindre délai la suite donnée à cette affaire.

Le Ministre des Travaux Publics,

Pour le Ministre et par autorisation
Le Conseil d'Etat
Directeur Général des Chemins de fer
et des Transports,

Signé : CLAUDON.

9
915
929
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS.

Paris, le 15 Juillet 1938

D 9191/3

Monsieur le Ministre,

Par dépêche du 17 Mai 1938, vous m'avez avisé de la dénonciation de l'accord franco-allemand du 13 Avril 1925 relatif à l'organisation des gares-frontières et par lettre du 4 Juin dernier, je vous ai fait connaître que M. GRANDJEAN, Chef de l'Exploitation de la Région de l'Est, était désigné pour représenter la S.N.C.F. à la Commission constituée par M. le Ministre des Affaires Etrangères en vue de préparer les négociations qui doivent découler de cette dénonciation.

Or, je viens d'être avisé que les autorités locales allemandes à Kehl ont interdit aux Agents de la S.N.C.F., ainsi qu'aux Agents des Douanes et de la Police française en service à la gare frontière unique, de sortir des emprises de cette gare.

Cette mesure, qui crée de très graves difficultés dans l'exécution du service, est contraire aux stipulations des articles 24 et 26 de la Convention du 13 Avril 1925, convention qui, malgré sa dénonciation par le Gouvernement allemand, est toujours en vigueur.

En effet, aux termes de l'article 42, elle ne cesse d'être obligatoire qu'un an après notification, par l'une des parties contractantes, de son intention d'en faire cesser les effets.

Afin d'éviter un incident toujours possible en gare de Kehl, des instructions ont été données aux Agents intéressés pour éviter toute friction avec les autorités locales, mais il me paraît nécessaire de saisir M. le Ministre des Affaires Etrangères de la question, en le priant d'intervenir auprès du Représentant du Reich.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,
Signé : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics - Direction Générale des Chemins de Fer et des Transports - 244, Boulevard St-Germain, - PARIS.

509

Ministère
des Travaux Publics.

Paris, le 17 Mai 1938

Direction Générale
des Chemins de fer
et des
Transports

1er Bureau

LE MINISTRE

à Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL d'ADMINISTRATION
de la SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER

M. le Ministre des Affaires Etrangères vient de me faire connaître que l'Ambassade d'Allemagne l'a informé que son Gouvernement dénonçait l'Accord franco-allemand du 13 avril 1925 concernant l'installation de gares frontières et qu'il serait heureux de pouvoir engager, le plus tôt possible, des négociations "au sujet des questions découlant de cette dénonciation".

En vue de la préparation de ces négociations, - de nombreux Départements ministériels s'y trouvant intéressés, - M. le Ministre des Affaires Etrangères estime qu'il convient de réunir une Commission interministérielle qui aurait à élaborer un projet de proposition française.

Je vous prie de me faire connaître d'urgence le représentant de la Société Nationale que vous désignez pour collaborer aux travaux de cette Commission.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Pour le Ministre et par autorisation
Le Conseiller d'Etat
Directeur Général des Chemins de Fer et des
Transports

Signé : CLAUDON.